



68th session of the General Assembly

Sixth Committee

Agenda item 81

Report of the International Law Commission

Part III

Chapter VI – Protection of persons in the event of disasters

Chapter IX- Protection of the environment in relation to armed conflicts

New York, 4 November 2013

Statement by Switzerland

Monsieur le Président,

Nous nous exprimerons aujourd'hui sur deux sujets en particulier, à savoir la protection des personnes en cas de catastrophe et la protection de l'environnement en cas de conflit armé.

[Chapitre VI – Protection des personnes en cas de catastrophe]

Ma délégation se réjouit de l'attention que la Commission accorde à ce sujet important et du soin dont le Rapporteur témoigne en cherchant des solutions équilibrées à des questions souvent épineuses.

La Suisse a conclu des accords sur l'assistance mutuelle en cas de catastrophe ou d'accident grave avec ses cinq Etats voisins. Ces accords désignent les autorités compétentes pour demander de l'assistance ainsi que pour recevoir des demandes d'assistance. Ma délégation estime que le projet d'articles devrait encourager les Etats à conclure de tels accords et encourage la Commission à s'enquérir auprès des Etats et de l'ONU des traités internationaux existants en la matière.

En novembre 2011, la 31^{ème} Conférence internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge s'est penchée sur la question du renforcement du droit des catastrophes au niveau national. Cette

Conférence, qui réunit tous les Etats ainsi que les Sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, a adopté par consensus une résolution visant à renforcer les cadres normatifs et lever les barrières réglementaires à l'atténuation des catastrophes, à l'intervention et au relèvement.

Ma délégation encourage la Commission à entrer en contact avec les acteurs concernés par les aspects opérationnels liés à cette thématique tels que la Fédération internationale des Sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, OCHA et le réseau INSARAG (International Search and Rescue Advisory Group). Un tel contact pourrait être important dans le cadre du projet d'article 5 bis.

Les catastrophes naturelles contraignent chaque année des millions de personnes à se déplacer et le nombre de ces déplacés est en constante augmentation. Les lacunes en matière de protection des personnes déplacées suite à des catastrophes naturelles, tout spécialement en cas de déplacement transfrontalier, sont un sujet de préoccupation grandissante.

En 2012, la Suisse et la Norvège ont lancé l'initiative Nansen qui vise à élaborer un agenda de protection pour les personnes déplacées au-delà des frontières dans le contexte de catastrophes naturelles. Ce processus est mené par les Etats intéressés et concernés par ce phénomène, avec le soutien des organisations internationales, non-gouvernementales et la société civile.

Afin d'améliorer la compréhension de la problématique des déplacements transfrontaliers suite aux catastrophes naturelles, des informations sont collectées dans le cadre de cinq consultations régionales organisées dans les régions du monde les plus affectées par le phénomène. Le premier de ces ateliers a eu lieu en mai 2013 dans le Pacifique sud.

En 2015, les résultats de ces consultations régionales seront discutés à l'occasion d'une réunion mondiale. Le but sera l'élaboration d'un agenda de protection pour les personnes affectées. En principe, l'initiative Nansen ne vise pas à créer des nouvelles normes juridiques, mais plutôt à faciliter l'élaboration de tels standards d'abord sur le niveau local ainsi que régional et ensuite global.

[Chapitre IX- Protection de l'environnement en cas de conflit armé]

Monsieur le Président,

Concernant la protection de l'environnement en cas de conflit armé, la Suisse désirerait avoir plus d'informations sur ce qui est entendu par « obligations pertinentes eu égard à l'éventualité d'un conflit armé » (phase 1). Est-ce que l'objectif de la Commission du droit international est de développer de nouvelles obligations ou seulement d'élaborer des lignes directrices ?

Dans le cadre des consultations menées par le CICR en amont de l'élaboration du rapport intitulé « Le renforcement de la protection juridique des victimes des conflits armés » qu'il a présenté lors de la

31ème Conférence internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, la Suisse s'était dite particulièrement intéressée par l'idée d'établir, dès les temps de paix, une protection territoriale qui s'appliquerait aux zones d'importance écologique majeure.

Pour ce qui est de la phase 2 (pendant un conflit armé), la Suisse rappelle que l'environnement naturel bénéficie de la protection générale que le droit international humanitaire accorde aux biens civils. Cette protection générale existe tant dans les conflits armés internationaux que non-internationaux. En outre, le Protocole additionnel I aux Conventions de Genève (articles 35 et 55) prévoit une protection spéciale de l'environnement naturel selon laquelle il est interdit, dans les conflits armés internationaux, de causer "des dommages étendus, durables et graves à l'environnement naturel". La Suisse se demande si la protection spéciale accordée à l'environnement nécessite d'être clarifiée ou renforcée car chacun de ces termes est imprécis. La Suisse se demande en outre si les règles générales relatives à la protection des biens civils sont suffisantes pour assurer en pratique une protection efficace de l'environnement naturel.

Si aucune règle conventionnelle spécifique ne protège l'environnement dans les conflits armés non-internationaux, le droit international coutumier prévoit quelques règles dont la portée pourrait être précisée ou développée.

De plus, il serait intéressant de préciser le rôle joué par d'autres corps de droit - en particulier l'apport que peuvent avoir les droits de l'homme et le droit international de l'environnement - en ce qui a trait à la protection de l'environnement en relation avec les conflits armés".

Monsieur le Président, je vous remercie de votre attention.

Unofficial translation

Mr Chairman,

Today, we will address two subjects: the protection of persons in the event of disasters and the protection of the environment in relation to armed conflicts.

[Chapter VI – Protection of persons in the event of disasters]

My delegation welcomes the attention that the commission focuses on this important question and the care that the rapporteur has shown in seeking balanced solutions to often thorny questions.

Switzerland has concluded agreements on mutual assistance in the event of disasters or serious accidents with its five neighbouring states. These agreements designate the competent authorities for

requesting assistance and for receiving requests for assistance. My delegation considers that the draft articles should encourage states to conclude such agreements, and it recommends that the commission seek information from the states and the UN concerning such international treaties that already exist in this area.

In November 2011, the 31st International Conference of the Red Cross and Red Crescent considered the question of strengthening national laws in relation to disasters. This conference, which brings together all states and the national societies of the Red Cross and the Red Crescent, adopted by consensus a resolution on strengthening the normative frameworks and lifting the regulatory barriers to disaster mitigation, intervention and relief.

My delegation encourages the committee to contact the actors concerned by the operational aspects of this field of activity, such as the International Federation of the National Societies of the Red Cross and Red Crescent, OCHA and the International Search and Rescue Advisory Group (INSARAG) network. Contact of this kind could be important in the framework of draft article 5 bis.

Every year, natural disasters forcibly displace millions of people, and their number is steadily increasing. The gaps in the protection provided to displaced persons as a result of natural disasters, especially displacement across an international border, are a cause of growing concern.

In 2012, Switzerland and Norway launched an initiative, the Nansen Initiative, which aims to develop an agenda for the protection of people displaced across an international border in the context of natural disasters. The process is conducted by states interested and concerned by this phenomenon with the support of international and non-governmental organisations and civil society.

To raise understanding of the problem of cross-border displacements caused by natural disasters, information is being gathered in the framework of five regional consultations organised in those regions of the world most affected by natural disasters. The first of these consultations took place in the South Pacific in May 2013.

In 2015, the results of these regional consultations will be discussed at a global meeting. The aim will be to develop a protection agenda for affected persons. In principle, the Nansen Initiative does not aim to create new legal norms but rather to facilitate the definition of such standards first at the local level and then at the regional and global levels.

[Chapter IX - protection of the environment in relation to armed conflicts]

Mr Chairman,

Concerning the protection of the environment in relation to armed conflicts, Switzerland would like to have more information on what is understood as "obligations of relevance to a potential armed conflict"

(phase 1). Is the objective of the International Law Commission to develop new obligations or only to draw up a set of guidelines?

Within the framework of the consultations conducted by the ICRC in advance of the report entitled "Strengthening legal protection for victims of armed conflicts", which was presented to the 31st International Conference of the Red Cross and Red Crescent, Switzerland expressed a special interest in the idea of establishing, even during times of peace, a form of territorial protection that would apply to zones of major ecological importance.

Concerning phase 2 (during armed conflict), Switzerland notes that the natural environment benefits from the general protection that international humanitarian law provides to civilian objects. This general protection exists both in international and non-international armed conflicts. Moreover, Additional Protocol I to the Geneva Conventions (articles 35 and 55) provides for special protection of the natural environment according to which it is forbidden in international armed conflicts to cause "widespread, long-term and severe damage to the natural environment". Switzerland asks whether the special protection accorded the environment needs to be clarified or enhanced since each of these terms is imprecise. Switzerland also asks whether the general rules governing the protection of civilian objects are adequate for ensuring in practice the efficient protection of the natural environment.

If no specific rule protects the environment in non-international armed conflicts, customary international law provides some rules whose scope could be made more precise or suitably developed.

Furthermore, it would be interesting to further define the role played by other bodies of law - in particular the contribution that human rights and international environmental law can make with regard to the protection of the environment in relation to armed conflicts.

Thank you, Mr Chairman, for your attention.